

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.
DÉPARTEMENTS ET ALIÉNÉS LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, B. C.
AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE QUATRE HEURES

Cours	Hauss.	Baisse
3 0/0	81 15	» 15 » »
3 0/0 amortiss. ..	82 80	» 10 » »
4 1/2 0/0 1883 ..	109 20	» 15 » »
Cous. anglais ..	99 5/16	» 15 » »
Italie	97 15	» 05 » »
Flor. autric. (or) ..	88 3/4	» 10 » »
Ext. nouv. 53 3/16	» 1/4	» 10 » »
Egyptien 6 0/0 ..	323 75	1 25 » »
Ch. Egyptiens ..	437 50	2 50 » »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 45	» 10 » »
Banque ottomane	507 50	3 75 » »

Les nouveaux abonnés qui nous en feront la demande recevront tout ce qui aura paru de notre roman
LE GARS PÉRIER
 au moment de leur souscription.

PARIS, 10 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

AU LUXEMBOURG
 M. le docteur Durré, sénateur des Hautes-Pyrénées, déposera, aujourd'hui ou lundi, une demande d'interpellation sur la laïcisation des hôpitaux.

AU PALAIS-BOURBON

Au cours de la séance, M. Perin, comme président de la commission du Tong-King, interpellera sur la communication, faite hier soir à un journal, du rapport du colonel Bognis-Desbordes, rapport qui avait été communiqué confidentiellement à la commission.
 Le gouvernement répondra qu'il a prescrit une enquête.

La commission du Tong-King, réunie à deux heures pour la discussion générale, interrompra sa séance pour assister à la discussion de l'interpellation.

Soixante députés de la gauche viennent de déposer une proposition tendant à la suppression des trésoriers-payeurs généraux.

Avant la séance de la Chambre, une altercation a eu lieu entre M. Henri Rochefort et M. Allain-Targé.
 M. Rochefort, s'approchant du banc du gouvernement, a reproché au ministre de l'Intérieur d'avoir laissé publier le rapport de M. Bognis-Desbordes.
 M. Allain-Targé a dit qu'il répondrait à la tribune à l'occasion de l'interpellation annoncée.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, sous la présidence de M. Henri Brisson.

Ils se sont entretenus, en prévision de l'achèvement et des travaux de la commission du Tong-King, des déclarations que fera le gouvernement lorsque la discussion viendra en séance publique.

M. Allain-Targé a dit qu'il répondrait à la tribune à la question que doit lui adresser aujourd'hui M. Raoul Duval.

INTÉRIEUR

Un mouvement parmi les trésoriers-payeurs généraux est à l'étude au ministère des finances.
 Deux préfets, qui vont être prochainement remplacés, entreraient dans ces combinaisons.

Une brochure publiée en Belgique, ayant pour titre le *Président de la République française et sa réélection*, a été arrêtée à la frontière.

On assure que Mme veuve Herbering a fait une démarche auprès du ministre de la guerre à propos des accusations portées contre son fils.

M. Le Vaillant, directeur de la sûreté générale, serait appelé prochainement, dit-on, à une préfecture.

Le ministre de l'Intérieur vient de demander par une lettre-circulaire aux préfets que les sous-préfets municipaux de leur département qui ont protesté contre l'évacuation du Tong-King et ceux qui se sont prononcés en sens contraire.

Le mouvement administratif concernant les sous-préfets, conseillers généraux et conseillers de préfecture a été présenté ce matin par M. Allain-Targé au conseil de cabinet qui a eu lieu au ministère de la justice et sera signé samedi par le président de la République.

Marseille, 10 décembre.

Le conseil municipal a voté l'urgence en faveur du vœu demandant que l'administration retire à l'autorité diocésaine les églises, succursales ou chapelles qui sont la propriété de la ville et qui ne tombent pas sous les lois concordataires.

Hier soir, à onze heures, dans l'auditoire, une réunion publique au sujet de l'affaire de l'église Saint-Martin. 1,500 personnes y assistaient, notamment plusieurs membres des comités élus.

La réunion a adopté un ordre du jour tendant à nommer une délégation de onze membres chargée d'inviter le maire à inviter l'évêque d'avoir à évacuer l'église Saint-Martin dans un délai de huit jours, sinon le peuple s'agitera lui-même l'église. Cette délégation se rendra samedi à la mairie.

La réunion a voté également un blâme aux membres des comités élus qui n'étaient pas venus, malgré les lettres de convocation.

Alger, 10 décembre.

Le *Comorin*, portant le colonel Herbin-

ger, a repris la mer cette nuit, faisant route pour Toulon.

EXTÉRIEUR

Vienne, 10 décembre.

Toutes les puissances ont maintenant adhéré à la proposition de l'Autriche d'envoyer les attachés militaires sur la frontière serbo-bulgare afin de régler au point de vue technique les conditions de l'armistice.

Londres, 10 décembre.

On mande de Berlin au *Morning Post*, le 9 décembre :
 Le baron de Courcel, ambassadeur de France, le marquis de Launay, ambassadeur d'Italie, et d'autres représentants des puissances ont conféré de nouveau aujourd'hui avec le prince de Bismarck.

On pousse activement les négociations en vue de la réunion d'une Conférence.

Londres, 9 décembre.

On mande de Mandalay, le 7 décembre :
 Les efforts des autorités militaires et civiles pour amener la soumission de la population au nouveau régime ont été couronnés de succès.

Beaucoup de Birmans se sont enrôlés comme volontaires dans la police à cheval qui est en voie d'organisation.
 Plus de 20,000 fusils ont été livrés aux Anglais.

Londres, 9 décembre.

Sur le désir des ministres et sur celui des princes eux-mêmes, le général Prendergast a interné cinq princes royaux à Rangoon, jugeant que leur présence à Mandalay pourrait être une cause de trouble pour le pays.
 L'archevêque a prêté son concours au général et il a adressé une proclamation aux prêtres et au peuple pour les engager à se soumettre à l'autorité du général Prendergast, en ajoutant que la religion bouddhiste sera respectée.

Madrid, 9 décembre.

La *Epoca* dit que la conduite du gouvernement français, ordonnant à M. Zorilla de s'éloigner de Bordeaux et de la frontière des Pyrénées, est très correcte.
 La reine recevra demain et vendredi les envoyés extraordinaires venus pour les funérailles.

Les journaux ministériels disent que l'ouverture des Cortes aura lieu sans message royal. Après le serment de la régence, le gouvernement demandera aux Chambres les crédits nécessaires pour l'armée et les services publics.

INFORMATIONS

On annonce que c'est le marquis d'Arincourt qui est le candidat des conservateurs au Sénat, dans le Pas-de-Calais, en remplacement de M. Hamille, décédé. Les républicains ont l'intention de poser la candidature de M. Deussy, ancien député.

Le ministre de l'Instruction publique doit profiter de la réunion du conseil supérieur pour lui soumettre un projet de réforme des Facultés. Il s'agit de leur donner un commencement d'autonomie et de vie propre.

Grâce à ce système, les principales prospéreraient et les autres disparaîtraient dans un avenir plus ou moins prochain.
 On arriverait ainsi à n'avoir plus en France que quelques Facultés analogues à celles de l'Angleterre et de l'Allemagne.

On sait que le laboratoire municipal, institué près la préfecture de police, ne classe comme bons que les vins possédant 10 degrés d'alcool et 22 grammes d'extrait : c'est ce que l'on appelle la moyenne.

Cette moyenne et la façon dont elle est établie ont souvent donné lieu de vives réclamations. Il est notoire, en effet, que certains vins naturels, très appréciés des gourmets, ne réunissent pas ces deux conditions.

Nous apprenons que sur l'initiative du conseil municipal de Paris, la moyenne va être supprimée à la grande satisfaction des marchands de vin.

Pourvu qu'ils n'en abusent pas !

EN ORIENT

Il semble que la situation s'améliore en Orient, et que les chances de voir la paix maintenue deviennent chaque jour plus nombreuses.

Les deux principes qui ont donné à l'Europe le spectacle de leurs ambitions sans vergogne ne paraissent pas disposés à recommencer la lutte, et les conseils que leur adressent les cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg pèsent certainement d'un grand poids sur leurs décisions.

De ce côté, donc, l'orage est écarté. Reste la Turquie. Que compte-t-elle faire ? Va-t-elle s'opposer à l'union des deux Bulgaries, ou se laissera-t-elle dépouiller une fois de plus par la diplomatie européenne, qui est toute prête à accepter le fait accompli ?

Tout probablement le sultan s'inclinera devant la fatalité et subira cette nouvelle humiliation, qu'il aurait pu s'épargner si, dès le lendemain de l'affaire de Philippopolis, il avait envoyé dix mille hommes en Roumélie, au lieu de demander aux puissances une autorisation dont il n'avait pas besoin.

Un des côtés graves de la situation créée par les faiblesses et les lenteurs de la diplomatie, c'est la nécessité où a été mise la Turquie de placer son armée sur le pied de guerre. On estime à 30,000,000

de francs ce qu'a coûté à la Serbie la mobilisation de son armée ; à quel chiffre énorme doivent s'élever les dépenses, imposées à l'empire ottoman, par le paiement de 300,000 hommes, pour compléter les réparations faites à sa flotte ?

L'Europe est ébranlée de la Turquie, et cette puissance donnait, depuis quelques années, toutes les preuves possibles de son désir de tenir ses engagements. Peu à peu ses finances se rétablissent et on pouvait espérer qu'avec le temps les valeurs turques auraient eu des destinées meilleures.

Ce qui vient de se passer n'est pas fait pour permettre à la Turquie de servir l'intérêt de sa dette.

A qui la faute ? Certainement pas au gouvernement ottoman, mais bien à ces roitelets insatiables et aussi à l'Europe qui, au lieu de les rappeler à l'ordre, paraît prendre plaisir à leur assurer une impunité qu'ils ne méritent en aucune façon.

APPEL COMME D'ABUS

Depuis que la République, dédaignant comme inefficace, à l'égard du clergé, le régime de la paix armée, a adopté le système de la guerre ouverte, plusieurs préfets se sont permis de supprimer arbitrairement le traitement d'un certain nombre d'ecclésiastiques dont l'impôt ou la figure leur déplaisait. Ce caprice d'autocrates avait bien provoqué ça et là d'énergiques protestations ; mais, jusqu'à présent, le scandale n'avait été ni assez retentissant ni assez général pour que l'opinion de la France entière s'en émut. Un abus de pouvoir de plus ou de moins en république, alors que l'attention générale est absorbée par des questions qui mettent en cause, comme nous le prouvons avant-hier, la sécurité sociale et la vitalité même de la nation : on conçoit que cela n'ait, en ce temps trouble, que l'importance d'une peccadille.

Aussi estimons-nous que le préfet de l'Ariège vient, sans le vouloir et sans s'en douter, de rendre un grand service à la religion en supprimant en bloc le traitement d'une trentaine de desservants du diocèse de Pamiers, qu'il accuse, probablement sur la foi de dénonciations républicaines, de s'être un peu trop occupés des élections. L'évêque de Pamiers, qui est un prêtre d'autant plus énergique que sa nomination par un ministre républicain fut motivée par ses sentiments modérés, a protesté contre cet acte de violence et d'iniquité dans une lettre rendue publique. Il a assez fortement égrainé, dans ce document, l'amour-propre de M. Goblet, ce petit et mince avocat d'Amiens — que les intrigues du Parlement ont pourvu de la grande maîtrise de l'université et du ministère des cultes — pour que celui-ci se soit donné le luxe d'une vengeance sous forme d'appel comme d'abus.

Appel comme d'abus contre un évêque et par M. Goblet, devant le conseil d'Etat de la République, où siège, comme une lumière fixe, M. Castagnary ! Le simple énoncé de cette nouveauté est de nature à faire pâlir d'aise les hommes affligés du tempérament le plus chagrin. Songez donc : M. Castagnary et M. Goblet, ces deux lumières, l'une fixe et l'autre mobile, donnant à l'évêque de Pamiers une leçon de droit ecclésiastique, alors que le premier a oublié son latin et que le second n'a jamais su son français, c'est un spectacle d'un effet comique irrésistible.

Appel comme d'abus, soit ! Mais, en l'introduisant, M. Goblet ne se doute pas qu'il rend service à l'Eglise, pas plus que le préfet de l'Ariège ne s'en doutait alors qu'il a proposé les suppressions de traitement qui ont motivé ce conflit.
 L'appel comme d'abus aura trois choses, toutes les trois au détriment de la République. Il prouvera que le conseil d'Etat est un tribunal servile, incompetent et, par conséquent, inutile ; que les fonctionnaires de la République actuelle invoquent contre les membres du clergé une procédure absurde et qui, si le conseil d'Etat était ce que Napoléon, son fondateur, voulait qu'il fût, se retournerait contre eux-mêmes ; il prouvera enfin que le Concordat n'est pas respecté.

En effet, quelle indépendance, quelle compétence et, par conséquent, quelle utilité reconnaître, en matière de droit ecclésiastique, à une assemblée telle que le conseil d'Etat actuel, c'est-à-dire composé des fruits-secs du journalisme et du barreau républicains, disposés non pas à modérer le pouvoir ou ses entraînements inévitables, mais à aggraver ses fautes en se constituant le panégyriste de ses passions ? Ou diable M. Castagnary et même M. Laferrère, l'un ancien critique d'art du *Siècle*, l'autre ancien rédacteur secondaire du *Temps*, auraient-ils pu acquiescer des notions sur les droits et les devoirs des évêques ? Comment, dans l'occurrence qui se présente, pourraient-ils juger avec plus d'impartialité qu'ils ne l'ont fait, lorsqu'ils ont eu à connaître des recours formés contre les préfets à la suite de l'exécution des décrets du 29 mars ? Si la discussion qui va s'engager sur la lettre réceptive de l'évêque de Pamiers est bien conduite — et nous espérons qu'elle le sera — elle mettra en lumière l'inappétence radicale, absolue du conseil d'Etat de la République à remplir le rôle qui était dévolu au conseil d'Etat de l'Empire et, par conséquent, nous le répétons, la parfaite inutilité de ce corps de magistrature, étant donné les principes républicains et les institutions présentes.

D'autre part, l'appel comme d'abus dirigé contre l'évêque de Pamiers démontre que les fonctionnaires républicains ne connaissent plus les lois dont ils demandent l'application. La faculté d'appeler comme d'abus devant le conseil d'Etat résulte des articles 6 et 7 des articles organiques. Or, l'article 6, en son dernier paragraphe, détermine bien les cas où un ministre du culte peut être taxé d'abus, et il est manifeste que Mgr Rougier, évêque de Pamiers, ne s'est placé dans aucun de ces cas. Mais l'article 7 établit formellement que Mgr Rougier lui-même pourrait reconventionnellement appeler d'abus contre M. Goblet et contre le préfet de l'Ariège. Cet article 7 est ainsi conçu :

« Il y aura pareillement recours au conseil d'Etat, s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres. »

De bonne foi, en supprimant le traitement de trente prêtres, sous le prétexte qu'ils s'étaient occupés des élections, c'est-à-dire qu'ils avaient usé de la liberté que les lois et les règlements leur garantissent, M. Goblet et le préfet de l'Ariège n'ont-ils pas porté atteinte à l'exercice public du culte ? Si donc le conseil d'Etat faisait son devoir, ce serait M. Goblet et son préfet qu'il devrait condamner.

Le débat qui se prépare établira, en outre, que le Concordat n'est pas respecté. L'article premier du Concordat porte que « la religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France. » Est-ce que la religion catholique est librement exercée dans un pays où, d'un trait de plume, un préfet ou un ministre privent trente paroisses de leurs pasteurs, en enlevant à ceux-ci les moyens de vivre ? Supposons que les quatre-vingt-six préfets de la République s'entendissent avec M. Goblet pour supprimer simultanément le traitement des quarante-six mille desservants qui sont en France. La légalité serait la même. Mais soutiendrait-on après cela que la religion catholique est librement exercée comme le veut le Concordat ?

Toutes les vérités que nous énonçons ressortiront cependant de cette procédure d'appel comme d'abus que nous nous proposons de suivre et de commenter avec une attention particulière. Nous sommes donc très sincère dans les félicitations que nous adressons, à ce propos, à M. Goblet ; nous sommes donc convaincu que Mgr Rougier a eu sujet, en recevant l'assignation à comparaître à la requête de M. Goblet, de s'écrier : *Felix culpa*.

SUITE DE LA PERSÉCUTION

M. Goblet vient de prévenir l'évêque de Grenoble que neuf prêtres de son diocèse auront leur traitement suspendu à partir du 15 décembre. Ces prêtres sont accusés d'avoir engagé leurs paroissiens à voter contre les candidats républicains aux dernières élections législatives.

Nous disons : accusés et non pas : convaincus, ce qui est déjà un déni de justice, car les juges honnêtes ne condamnent pas sans entendre.

Quant à faire un crime à un électeur — par cela seul qu'il est prêtre — d'avoir fait connaître ses préférences, autant vaudrait demander que l'ecclésiastique n'ait pas le droit de voter.

Quelques personnes, qui ne savaient hier comment passer leur soirée, ont pris la peine d'aller voir M. Ribot, qui donnait une séance de prestidigitation dans une salle bien chauffée. Il avait pour aide M. Devès, auquel le suffrage universel a également fait des loisirs, et pour compère M. de Pressensé, qui fut longtemps à la porte des Assemblées politiques, en punition de ses audacieuses palinodies d'autan.

C'est aussi pour cause de palinodie que M. Ribot en est réduit à ce pitoyable métier.

Chassé honteusement de son pays électoral, il promène sa candidature de département en département, donnant des représentations, et cherchant des auditeurs ; mais le public ne va guère à lui — et c'est justice.

M. Ribot, en effet, n'a rien de ce qu'il faut pour son rôle. Il est sans grâce dans ses mouvements et n'a pas d'esprit.

Son malheur est qu'il ne se doute pas du ridicule du centre gauche.

Comme l'a si bien dit un de ses collaborateurs du *Journal des Débats*, la République conservatrice est une bêtise.

Mais M. Ribot trouve qu'une telle république lui va comme un gant.

Et c'est au nom de cette République-là que M. Ribot parle avec emphase de ce qu'il appelle sa « fermeté », lui qui est la plus vaste girouette qui ait jamais grincé sur un pigeonnier politique.

Il se plaint avec amertume des conservateurs, parce qu'ils inspirent plus de confiance que lui aux électeurs. Mais il déclare que, si les élections d'octobre ont été contre la République dite conservatrice, c'est justement parce que les électeurs aspirent vers cette même République conservatrice ; et pour qu'on ne nous accuse pas de lui attribuer une absurdité, voici exactement ce qu'il a dit : « Je crois que l'indication donnée, c'est qu'il faut ramener la politique dans des voies plus sûres, plus larges et plus prudentes... » au centre gauche en un mot. Ces plaisanteries sont au-dessous du

médecin, et l'*Intransigeant* n'a pas tort en disant ce matin que M. Ribot est un candidat à l'usage des « gobes-mouches. »

Jules Ferry, falsificateur

Nous avons souvent affirmé que M. Jules Ferry mentait à la tribune de la Chambre. Nous l'avons souvent accusé de falsifier les dépêches qu'il recevait du Tong-King. Les déclarations faites par la Commission des Trente-trois confirment une fois de plus l'exactitude de nos accusations.

Le 28 mars dernier, M. Jules Ferry, répondant à une question de M. Delafosse, lisait à la Chambre une dépêche du général de Négrier ; mais il falsifiait cette dépêche en supprimant plusieurs passages essentiels.

Voici le texte donné par M. Jules Ferry, comparé au texte exact relevé sur les originaux par M. Pichon, membre de la Commission des Trente-trois :

TEXTE LU PAR M. FERRY

Le général Brière de l'Isle, à Guerre

Hanoi, 25 mars.

Je reçois du général de Négrier la dépêche suivante :

« Dong-Dang, 24 mars, 11 h. soir. »

« L'ennemi a attaqué le poste de Dong-Dang, le 22, à deux heures du matin. J'ai dû me porter en avant pour me donner de l'air. Le 23, j'ai pu m'emparer de la première ligne des forts du camp retranché de Bang-Bo. Le 24, nos forces ont échoué devant une supériorité numérique considérable, et des attaques enveloppantes dont les effectifs croissent sans cesse. »

« Vers deux heures, l'artillerie n'ayant plus de munitions, j'ai dû rompre le combat. Je suis rentré à Dong-Dang à sept heures du soir. Tous les blessés ont été reportés sur Lang-Son. Nos pertes sont d'environ 200 hommes tués ou blessés. »

« L'ennemi a attaqué le poste de Dong-Dang, le 22, à deux heures du matin. J'ai dû me porter en avant pour me donner de l'air. Le 23, j'ai pu m'emparer de la première ligne des forts du camp retranché de Bang-Bo. Le 24, nos efforts ont échoué devant une supériorité numérique considérable, et des attaques enveloppantes dont les effectifs croissent sans cesse. »

« Notre grosse difficulté est toujours dans l'approvisionnement de Lang-Son pour un si gros effectif. Dans ces conditions, je suis obligé d'arrêter l'offensive que je me disposais à prendre sur le Song-Hoi. Ma place est à Hanoi et Hong-Hoa, pour faire face avec la flottille et le restant de mes forces à toute éventualité et pour fournir à Négrier, par tous moyens, des munitions. »

TEXTE RELLEVÉ SUR LES ORIGINAUX PAR LA COMMISSION

Hanoi, 25 mars.

Je reçois le télégramme ci-après du général de Négrier :

« Dong-Dang, 24 mars, 11 h. soir. »

« L'ennemi a attaqué le poste de Dong-Dang, le 22, à deux heures du matin. J'ai dû me porter en avant pour me donner de l'air. Le 23, j'ai pu m'emparer de la première ligne des forts du camp retranché de Bang-Bo. Le 24, mes efforts ont échoué devant une supériorité numérique considérable, et des attaques enveloppantes dont les effectifs croissent sans cesse. »

« Vers deux heures, l'artillerie n'ayant plus de munitions, j'ai dû rompre le combat. Je suis rentré à Dong-Dang à sept heures du soir. Tous les blessés ont été reportés sur Lang-Son. Nos pertes sont très sensibles (suit l'état des pertes des hommes tués ou blessés. Le 11^e a perdu tous ses sacs ; il est complètement hors d'état d'être remis en ligne. L'ennemi a des forces telles que je suis obligé de me reporter sur Lang-Son et de faire prévoir de graves événements. »

« Notre grosse difficulté est toujours dans l'approvisionnement de Lang-Son pour un si gros effectif. Dans ces conditions, je suis obligé d'arrêter l'offensive que je me disposais à prendre sur le Song-Hoi. Ma place est à Hanoi et Hong-Hoa, pour faire face avec la flottille et le restant de mes forces à toute éventualité et pour fournir à Négrier, par tous moyens, des munitions. »

« M. Jean David, ancien député du Gers, dont on avait trop prématurément annoncé le décès, il y a un mois, est mort hier matin, après une longue maladie. »

Le prince Paul Esterhazy, dont nous avions annoncé la disparition, est retrouvé.

Une dépêche de Vienne annonce que le prince a été retrouvé, ou plutôt qu'il a reparu, brisé de fatigue, contusionné, dans l'état le plus déplorable. Renversé par son cheval, il a pu se sauver, mais sans une énergie à laquelle seule il doit son salut.

Le prince Paul Esterhazy a épousé, comme on sait, une princesse de Croi. Les Esterhazy tiennent à la cour de Vienne le rang le plus élevé et ont le pas, comme les Metternich, les d'Arenberg, les Labodwitz, les Schwartzberg, etc., immédiatement après les princes du sang.

Nous prions le correspondant anonyme qui met ses lettres à la poste rue Pierre-Guérin, à Auteuil, de vouloir bien se faire connaître. Nous serions vraiment charmés de causer avec lui des intéressantes communications et remarques qu'il veut bien nous adresser.

Le *Christmas number* du *Graphic* est, comme tous les ans, un excellent spécimen de l'art typographique en Angleterre.

Le numéro de cette année contient des chromos très remarquables, entre autres deux figures, pleines de poésie, de la petite fille malade et convalescente.

L'histoire illustrée des deux vieux grigous (curmudgeons) est pleine d'humour. Les dessins représentant les coulisses d'un théâtre de féerie sont tout à fait divertissants et pris sur le vif.

Nous constatons néanmoins, avec une petite satisfaction d'amour-propre national, que le numéro illustré du *Figaro*, dont nous avons parlé, serait, au point de vue artistique, supérieur à son rival d'outre-Manche.

Nous rappelons que les souscriptions pour le grand banquet de protestation offert par les Corses habitant Paris aux quatre députés invalides sont reçues jusqu'à dimanche, à midi, chez M. Vanucci, 24, rue Royale, ou chez M. Stefan, 7, rue Chabanais.

Le banquet aura lieu, comme nous l'avons annoncé, dimanche prochain, sous la présidence de M. le duc de Padoue, dans les salons du grand restaurant de la Terrasse, 74, avenue de la Grande-Armée.

Histoire d'une bague, racontée l'autre soir à Madrid, dans les salons de Mme la duchesse de Medina de las Torres, première dame d'honneur de la reine Christine :

Parmi les bijoux qu'offrit en cadeau de nocces don Alphonse à sa première fiancée, dona Mercedes d'Orléans, se trouvait une bague ornée d'une magnifique perle noire entourée de diamants. Mercedes la

porta jusqu'à son dernier jour. Après le décès de sa femme, don Alphonse donna le bijou à sa sœur, l'infante Pilar, qui, à son tour, le porta jusqu'à sa mort.

La bague était ainsi devenue deux fois chère au jeune souverain par les cruels souvenirs qui y étaient attachés. Il la portait avec un soin et un respect si particuliers, qu'il ne s'en séparait plus. Il la portait encore à son lit de mort.

Maintenant, le bijou est devenu la propriété de la reine. Dona Christine a, paraît-il, beaucoup hésité à le passer à son doigt. Finalement, la superstition l'emporta, et l'anneau a été enfoncé dans un coffret d'or très probablement il ne sortira plus.

DOCUMENTS OFFICIELS

COMMUNIQUÉS À LA

COMMISSION DU TONG-KING

Nous reproduisons les principaux passages des rapports communiqués à la Commission :

I

EXTRAIT DU RAPPORT DU GÉNÉRAL DE NÉGRIER SUR LES OPÉRATIONS DE LA 2^e BRIGADE, DU 22 AU 23 MARS 1885.

La nécessité d'éloigner l'ennemi de la ligne d'opérations reliant Langson à l'arrière, obligeait à donner de l'air au poste de Dong-Dang. Les troupes de cavalerie constituées depuis le 15 mars, les augmentations progressives des forces chinoises. Le général de Négrier comptait réunir toutes ses forces disponibles en une seule masse pour essayer de crever la ligne ennemie en se jetant sur un des points de cette ligne, l'attaquant de flanc. Mais, dans la nuit du 21 au 22 mars, les Chinois, prenant l'offensive, tentèrent une attaque sur Dong-Dang. Cette attaque, exécutée par une embuscade, échoua complètement. Le général résolut de profiter de l'effet moral produit par cet échec subi par les Chinois pour se jeter sur toutes les forces sur le terrain retranché. Les troupes de cavalerie arrivèrent le 22, à trois heures du soir. La brigade se forma en deux colonnes, la 1^{re} à l'ouest et la 2^e à l'est. Elle arriva à six heures du soir. Le 23, à dix heures du matin, la brigade commença son mouvement offensif. Le 2^e bataillon du 2^e régiment étranger, à deux heures, s'empara d'une première redoute dans laquelle on trouvait des fusils de rempart système Remington, dont les hausses étaient graduées jusqu'à 3,000 mètres.

La batterie de Saxo recevait immédiatement l'ordre de venir s'établir dans cette redoute, et, à cinq heures, s'aida d'une section de batterie Roper, elle prenait position et préparait l'attaque d'un sommet sur la ligne des crêtes qui aboutit au grand pic, point d'appui de gauche du camp retranché de Bang-Bô.

L'attaque est menée par le 143^e soutenu par le 2^e bataillon de la légion. Le 143^e se heurte à une contre-attaque des Chinois. La ligne chinoise est renversée, semant le terrain de ses morts. Le 143^e s'établit sur le terrain qu'il vient de conquérir. Mais la nuit vient, il est trop tard pour continuer d'empêcher du grand pic. Les pertes dans cette journée ne s'élèvent qu'à 5 tués et 23 blessés immédiatement évacués sur Dong-Dang.

Le 24, à la pointe du jour, le lieutenant-colonel Herbingier recevait l'ordre écrit de profiter du brillant succès pour s'élever sur les pentes du grand pic et l'enlever par une action de vive force.

Ce pic enlevé, le 143^e devait descendre par la ligne des crêtes et prendre à revers la grande tranchée et une redoute formant l'une des principales défenses du camp de Bang-Bô.

Le 11^e se porta rapidement en avant vers la redoute que le lieutenant-colonel Herbingier, ainsi qu'il a été convenu, doit prendre à revers.

Mais on apprend alors que le grand pic n'est pas occupé par nos troupes, mais par les Chinois. L'attaque du 11^e se trouvait, dès lors, compromise. L'attaque cessa, mais elle fut vigoureusement ; des officiers sont tués au pied même du parapet. Mais, n'étant pas menacés sur leurs derrières, les Chinois sortent en masse de la grande tranchée et se jettent sur notre flanc gauche. Les morts, au nombre de trente et un, restent aux mains des Chinois. Les troupes de l'ennemi se renforçant de plus en plus, enveloppant complètement l'ailé droite. Craignant d'exposer les troupes à manquer de munitions, le général se résout à rompre le combat et à se porter à la Porte de Chine (2 kilomètres en arrière). L'ennemi, qui essaye de poursuivre, est arrêté par le 143^e et les détachements de l'ailé gauche, qui ont fait preuve de la plus grande énergie, vont chercher les blessés sous le feu de l'ennemi. La colonne arrive à la Porte de Chine dans le plus grand ordre.

L'ennemi n'a pas poursuivi ; quelques détachements, seuls, arrivent à la Porte de Chine et se replient sans combattre.

La nuit du 24 au 25 est tranquille. Le 25, la 2^e brigade rentre à Langson sans être inquiétée. La cause principale de cet échec doit être attribuée à la disproportion numérique des forces. Mais les troupes se sont montrées vigoureuses, ardentes et solides. Les pertes subies par le 143^e proviennent de la vigueur avec laquelle ce brave bataillon a mené son attaque, qui eût réussi sans la méprise du matin.

II

EXTRAIT DU RAPPORT DU GÉNÉRAL DE NÉGRIER, DU 26 AU 28 MARS

Le 28, à sept heures du matin, le général s'assura que l'ennemi préparait une véritable attaque. Les troupes prirent les armes. Ne voulant pas engager le combat sur la ligne des grand'gardes, on tiraillait avec intermittençe, le général de Négrier fit replier les avant-postes pour attirer l'ennemi sur les glacis de Ki-Lua. Croyant à une retraite, l'ennemi se porta vivement en avant, et il fut sous le feu de la ligne de tirailleurs du 2^e bataillon de la légion et de la batterie de Saxo. L'ennemi chercha à envelopper les ailes. Croyant, à un moment donné, que Ki-Lua est presque évacuée, il se décide à l'attaquer et se rapproche de la redoute ouest de Ki-Lua. Le général de Négrier lance alors la contre-attaque. Cette contre-attaque remonte la vallée du ruisseau de Ki-Lua par les hauteurs de sa rive gauche.

À trois heures trente, les Chinois sont en pleine retraite. Notre contre-attaque a gagné rapidement du terrain, et les colonnes ennemies se replient vers le nord.

À ce moment, le général commandant la 2^e brigade, en se portant de la gauche de la ligne de combat vers la droite, est blessé par une balle qui lui traverse la poitrine. Avant d'être évacué sur Langson, le général de Négrier télégraphie au général en chef à Hanoi le succès de la contre-attaque, succès qui lui est confirmé par le lieutenant-colonel Herbingier, auquel il avait confié le commandement. Le lieutenant-colonel, toutefois, ajoutait que des troupes ennemies nombreuses se trouvant sur son flanc, il considérait la position de Langson comme intenable. Son avis était qu'il y avait lieu d'évacuer.

Le général lui répondit que le succès de

la contre-attaque ayant dégagé le terrain, il n'y avait rien de cet avis. Et il fait remettre à M. le lieutenant-colonel une note dans ce sens à six heures du soir.

III

EXTRAIT DU RAPPORT DU LIEUTENANT-COLONEL HERBINGER, COMMANDANT PROVISOIRESMENT LA 2^e BRIGADE, SUR LES OPÉRATIONS DE LA BRIGADE, DU 28 MARS AU 1^{er} AVRIL.

Le lieutenant-colonel savait qu'un escadron de spahis et une batterie d'artillerie en route pour rejoindre la brigade devaient être arrivés à Dong-Son, mais qu'aucun renfort d'infanterie n'était parvenu même à Chu.

En se maintenant à Langson, il lui paraissait qu'il se plaçait en présence de la certitude d'avoir à soutenir sur le front de sa brigade des attaques qu'on repousserait certainement vigoureusement, mais en même temps de voir une force d'une dizaine de mille hommes se porter sur sa ligne de retraite, et de se trouver dans la nécessité de se faire tout ce qu'il pouvait pour empêcher les masses ennemies, assaillant la brigade de tous les côtés.

Dans ces conditions, il résolut d'évacuer Langson, et il donna des ordres pour que la retraite se fit en trois colonnes.

Il fallut tout d'abord se résigner, faute de moyens de transport, au sacrifice des fonds du Trésor, des approvisionnements en farine, et enfin à celui plus pénible encore de la batterie Martin. Cette dernière fut précipitée dans un endroit très profond du Song-Ki-Kong. On en fit de même des caisses de vivres.

Les locaux du parc restèrent absolument vides.

La première colonne se mit en route de sept à neuf heures du soir. Les deux autres colonnes se mirent en mouvement à onze heures vingt-cinq du soir. Le clair de lune rendait la marche facile. La fin de la journée et la nuit se passèrent sans qu'on vit paraître l'ennemi.

Arrivant, le soir du 29, à Than-Moi, le lieutenant-colonel se mit en rapport avec le quartier général. Il reçut du général en chef un télégramme ordonnant à la brigade de se maintenir dans la position de Than-Moi, Dong-Quan, Dong-Son, jugée inexpugnable, et il prit ses dispositions en conséquence.

Le 30, diverses attaques furent dirigées par les Chinois. À l'aide droite on voyait derrière les tirailleurs ennemis des colonnes nombreuses s'élever sur les crêtes. Vers six heures trente, le feu cessa.

Le 31, le lieutenant-colonel donna l'attention du général en chef sur la situation. Il lui fit connaître que, d'après certains renseignements fournis par des paillottes d'officiers, les avant-gardes chinoises étaient en train de reconquérir les positions barrant la route de Dong-Vian. Le général en chef, par un télégramme, indiqua comme ligne de retraite éventuelle Dong-Quan.

IV

EXTRAIT DU RAPPORT DU COLONEL D'ARTILLERIE DE MARINE BORNIS-DESORDES SUR LA RETRAITE DE LANG-SON.

En voyant toutes les fautes commises par le commandement dans cette retraite, on est conduit à se demander si le lieutenant-colonel Herbingier jouissait bien de toutes ses facultés ; mais on conçoit combien il est difficile d'établir une pareille question, alors qu'on sort du domaine des faits pour entrer dans celui des appréciations.

Les officiers qui étaient sous les ordres du lieutenant-colonel Herbingier devaient être très réservés, on le comprend ; ils ne veulent rien dire qu'il ne soit possible de prouver et on ne peut en obtenir que des indications très générales.

M. Rollin, le 28, dit : « Le 28 au soir, le lieutenant-colonel était très animé, mais il ne m'a pas paru libre. »

Le commandant Servières constate que le lieutenant-colonel était très animé à Langson et à Than-Moi.

Le commandant Dignat déclare que le lieutenant-colonel était à Langson dans un état de surexcitation anormale, ressemblant à celle d'un homme pris de boisson.

Le commandant Schœffer déclare qu'à Langson, le lieutenant-colonel était très surexcité et dans un état d'animation insoumise.

Le commandant de Douvres déclare que le lieutenant-colonel était à Langson dans un état de surexcitation inexplicable.

Le docteur Zuber, médecin-chef de l'ambulance de la 2^e brigade, déclare que le lieutenant-colonel était très excité à Langson et à Than-Moi.

D'autres officiers déclarent que le lieutenant-colonel Herbingier était dans son sang-froid ; M. Massiel du Blest, capitaine d'infanterie, attaché au lieutenant-colonel ; M. L. commandant Fortoul, qui remplissait auprès de lui les fonctions de chef d'état-major ; M. le sous-intendant militaire Jan.

Je ne connais pas les antécédents du lieutenant-colonel Herbingier ; je n'ai aucun renseignement sur cet officier et je n'ai jamais eu avec lui que des rapports de service, et seulement deux ou trois fois. Je ne saurais, dans ces conditions, pousser plus loin ces investigations ; mais, sans rechercher la cause de cette surexcitation à Langson et à Than-Moi, il me paraît facile d'établir qu'elle devait exister.

À Langson, le lieutenant-colonel, sans avoir aucun renseignement précis, sans rien écouter, prend la décision d'évacuer.

Il télégraphie au général en chef qu'il n'a pas de vivres, et il n'en sait absolument rien.

Il fait emporter des bagages sans valeur et fait jeter à l'eau le trésor.

Il abandonne une batterie d'artillerie sans consulter aucun des officiers de l'arme.

Il ne daigne pas réfléchir une minute à la note que lui transmet le général de Négrier, qui était son chef, quelques instants auparavant.

Lorsque le commandant Servières lui annonce les rapports qui sont en route, son esprit ne s'y arrête pas un instant ; il répond seulement : « Je n'en sais rien » et il ne juge pas utile de s'assurer de ces faits importants, alors qu'il a le télégraphe à sa disposition.

Est-ce là la conduite d'un homme en équilibre d'un homme dont les facultés sont troublées ?

La réponse paraît d'autant moins douteuse que le lieutenant-colonel Herbingier est intelligent, qu'il a été professeur à l'École supérieure de guerre, qu'il a de beaux titres de service.

À Than-Moi, le 30 mars, le défaut d'équilibre s'accentue davantage. Cette comptabilité du Trésor qu'on donne l'ordre d'abandonner, ces appareils optiques et télégraphiques brisés, les correspondances privées brûlées, les bagages abandonnés, etc., et tous ces coïncidences s'en allant les unes après les autres, sont des faits qui dénotent l'esprit.

Et, d'ailleurs, le lieutenant-colonel Herbingier, dans une dépêche adressée de Than-Moi, le 30 mars, au commandant Schœffer à Dong-Son, s'est chargé de démontrer lui-même que ses idées sont bien troublées.

Profitant de la présence de la compagnie du 11^e et du bataillon du 143^e pour faire occuper en arrière de vous le col de Quan d'une manière sérieuse. Je tiendrai foi jusqu'à la mort ; faites-en autant et attendez. Si vous venez à être coupé du col de Quan, drez par trois fois feu. Vous me préviendrez par assurance votre retraite par Bac-Lé. En tout cas, tenez vigoureusement cette nuit, il n'y a pas d'autre moyen de nous tirer d'affaire. De la baïonnette, et le moins possible de coups de fusils. Faites occuper

voilà ligne de retraite par ce dont vous pouvez disposer. Tenez dur avec la reste ; j'en fais autant. Si vous voyez coupé, rabattez-vous sur moi. Je tiens jusqu'au dernier homme. »

On reste confondu en pensant que de pareils ordres ont été rédigés par un lieutenant-colonel ancien professeur à l'École de guerre. Quel trouble d'esprit ! quelle incohérence ! et quelles expressions dramatiques ridicules !

Ce télégramme officiel suffit amplement, à mon avis, à prouver que le lieutenant-colonel Herbingier ne jouissait pas, à Than-Moi, de toutes ses facultés. Une autre preuve encore n'est-elle pas cette réponse faite le 30 mars, à cinq heures du soir, au docteur Foleant, médecin-major de 2^e classe, qui demande des ordres pour la confection des brancards : « Il est difficile de songer à cela. La situation est tellement grave que personne n'en sortira, blessés ou autres. »

Est-ce ainsi que parle un chef qui a gardé la moindre notion de ses devoirs ?

Conclusions

De l'enquête à laquelle je me suis livré sur les faits qui se sont passés du 28 mars, à partir du moment où le lieutenant-colonel Herbingier a pris le commandement de la 2^e brigade, jusqu'au 31 mars, le ressort à mon avis les conclusions suivantes :

1^o Le lieutenant-colonel Herbingier a donné l'ordre d'évacuer Lang-Long.

Sans s'être rendu un compte exact de la situation des vivres et des munitions et en trompant, à cet égard, la confiance du général en chef dans sa dépêche du 28 mars, quatre heures du soir ;

Sans avoir voulu faire le nécessaire pour connaître les secours en personnel, matériel et munitions qui lui étaient envoyés ou allaient l'être, alors qu'il avait le télégraphe à sa disposition ;

Sans avoir tenu compte des avis du général de Négrier et du commandant Servières, tous les deux opposés à l'évacuation ;

Sans avoir rien tenté de ce que lui prescrivaient les règlements et l'honneur pour conserver Lang-Son.

2^o L'abandon de la batterie de 4 rayés de montagne et du trésor est sans excuse.

3^o L'évacuation des positions de Than-Moi a été faite par le lieutenant-colonel Herbingier contrairement aux avis du général en chef, et sans nécessité.

4^o La destruction ordonnée par le lieutenant-colonel Herbingier, à Than-Moi, des registres de comptabilité du trésor, des appareils optiques et télégraphiques est sans excuse.

5^o L'évacuation du fort de Dong-Son a été ordonnée par le lieutenant-colonel Herbingier, malgré les avis du général en chef, sous des prétextes futiles ou imaginaires.

6^o La retraite a été conduite avec une précipitation que rien ne justifiait et sans avoir pris les mesures nécessaires pour ne laisser entre les mains de l'ennemi ni vivres ni munitions.

7^o À Lang-Son le 28 mars au soir, à Than-Moi le 30 mars, le lieutenant-colonel Herbingier était dans un état de surexcitation qui l'empêchait de jouir de toutes ses facultés.

Le colonel commandant par intérim la 2^e brigade,

Signé : BORNIS-DESORDES.

Chu, 24 avril 1885.

ÉCHOS PARLEMENTAIRES

Le 5^e bureau a conclu hier, par 19 voix contre 15, à l'invalidation de l'élection des Landes.

M. Perillier, député de Seine-et-Oise, a été nommé rapporteur.

M. Ballue déposera, samedi, une proposition tendant à ce que tout officier de l'armée de terre, qui abandonne une place ou une position devant l'ennemi, soit traduit devant un conseil de guerre.

On sait qu'un officier de marine qui abandonne son bord est passible du conseil de guerre.

M. Ballue estime qu'il y a lieu de placer les officiers de l'armée de terre sur le même pied, afin de déterminer les responsabilités encourues.

LA COMMISSION DES CREDITS

La commission s'est réunie hier, à deux heures.

M. Raoul Duval, qui a pris le premier la parole, s'est prononcé pour le rejet des crédits. La France n'a, selon lui, aucun intérêt commercial en Extrême-Orient. La sécurité de la Cochinchine ne lui semble aucunement subordonnée à la possession du Tong-King. Après avoir conquis, il faudra pacifier ; d'où la nécessité d'entretenir là-bas une armée de 50,000 hommes et de faire des sacrifices en hommes et en argent, sans espoir de compensation. M. Raoul Duval a conclu au rejet des crédits.

M. Granet est aussi favorable à l'évacuation ; mais il se prononce pour l'adoption des crédits, afin de fournir au gouvernement les moyens de réaliser cette évacuation. C'est au cabinet qu'incombent le devoir de présenter un projet en ce sens. Le vote des crédits doit n'être qu'une sommation d'avoir à quitter la place.

M. Delafosse pense comme M. Raoul Duval, que le rejet des crédits est la seule manière de se prononcer nettement.

M. Granet maintient qu'on peut voter les crédits, mais avec une autre signification et en vue d'une autre solution que celle du gouvernement.

M. Andrieux fait remarquer qu'il se produirait une confusion au moment du vote.

M. Pelletan dit qu'il y a deux questions distinctes : la première, qui consiste à savoir si la commission approuve la politique du gouvernement ; la seconde, qui est de dire ce qu'elle propose. La commission propose de renoncer à l'occupation ; elle ne peut donc voter les crédits demandés par le gouvernement pour l'organisation définitive de cette occupation. Il faut mettre en regard le chiffre des crédits correspondant à chacune de ces deux poliques.

M. Ballue conteste toutes les affirmations de M. Raoul Duval, mais il croit inutile d'entrer dans la discussion de détail parce qu'il ne veut pas retarder l'œuvre de la commission. Il se borne donc à faire des réserves.

MM. Thomson, Casimir Perier, Waddington, de la Porte et Albert Ferry déclarent adhérer aux paroles de M. Ballue. M. Rochefort refuse les crédits. Il ne croit pas que la France puisse entretenir 50,000 hommes au Tong-King et dépenser 100 millions par an. Il n'accorde que les crédits nécessaires à l'évacuation.

M. Thomson. — Pourquoi disenter ? Si les chiffres mis en avant par M. Rochefort étaient exacts, nous serions tous pour l'évacuation. Mais c'est la question de 50,000 hommes et de 100 millions ?

Nous nous appuyons sur l'opinion du gouvernement, des fonctionnaires civils et militaires qui ont habité le pays, et nous croyons que l'évacuation entraînerait des dépenses et des dépenses considérables.

M. Pelletan. — Nous tenons à prouver

acte du système adopté par la minorité. Nous demandons à ceux des membres de cette minorité qui ont présenté des rapports s'ils sont prêts à justifier leurs chiffres.

M. Casimir Perier. — Nous sommes prêts à les justifier ; nos chiffres sont ceux du gouvernement et de presque tous ceux qui ont déposé devant la commission.

M. Andrieux demande le renvoi de la discussion au lendemain. De nouveaux rapports seront lus ou distribués. On aura donc de nouveaux éléments d'information.

La commission ajourne la suite de cette discussion à aujourd'hui.

Elle décide en outre que si la séance, qui s'ouvrira à deux heures, n'est pas suffisante pour épuiser la discussion générale, elle en tiendra une seconde dans la soirée.

LE COLONEL HERBINGER A ALGER

On télégraphie d'Alger, 9 décembre, à l'agence Havas :

Questionnée dès son arrivée à Alger par une personne qui s'était rendue à bord du *Comorin*, le colonel Herbingier, après avoir manifesté son étonnement de voir révéler des incidents qu'il considérait comme définitivement clos et renouveler l'accusation dont il croyait que l'ordonnance de non-lieu rendue par le conseil de guerre devant lequel il fut traduit au Tong-King l'avait justifié, s'est refusé à des explications qu'il considérait à la fois comme inutiles et comme contraires à son devoir professionnel ; invulnérable parce que, dit-il, il n'y a pas un fusil renforcé, fut-il atteint du *delirium tremens*, qui ne se récriât avec indignation devant une semblable accusation ; contrairement à ce qu'on prétend, puisqu'il ne peut parler qu'avec l'approbation du ministre de la guerre et dans la mesure de cette autorisation. Puisque la commission parlementaire des crédits du Tong-King, après avoir entendu le général Bréte de l'île, a livré sa disposition à la publicité, la même commission pourra en faire autant pour la sienne, mais le colonel ne se croit pas le droit de prévoir et de dévancer la décision de la commission.

Relativement au reproche de n'avoir pas obéi à l'ordre du général de Négrier lui enjoignant d'occuper une position déterminée, d'avoir ordonné la retraite sans nécessité, nonobstant l'ordre de Négrier et l'opinion des commandants Servières et Dignat, d'avoir abandonné inutilement des pièces d'artillerie et la caisse de l'armée, le colonel Herbingier a répondu qu'une enquête sérieuse ferait connaître la vérité.

Passant à un autre ordre d'idées, le colonel Herbingier croit que la question d'occupation du Tong-King sera résolue quand on verra, mais il faut vouloir.

Nous avons eu, au début de la conquête de l'Algérie, les mêmes difficultés, il faut savoir, au Tong-King comme ici, s'assurer les concours utiles, et ces concours on les obtient par l'intérêt.

La commission chargée, par arrêté de M. le ministre des affaires étrangères, en date du 23 novembre, d'examiner la situation administrative de la Tunisie, pris M. Mayer de vouloir bien se présenter à la séance des séances, au ministère des affaires étrangères, 130, rue de l'Université, le samedi 14 décembre 1885, à trois heures, pour y fournir des informations sur les questions touchant l'administration de la Régence qui peuvent être connues de lui.

M. Mayer a adressé immédiatement la réponse suivante :

Paris, le 9 décembre 1885.

A Monsieur le ministre des affaires étrangères

Monsieur le ministre,

Tout en remerciant la commission de l'honneur qu'elle veut bien me faire, je regrette de ne pouvoir me rendre à sa convocation.

Personnellement, je n'aurais aucun renseignement à donner, comme directeur de la Tunisie, je ne puis que vous dois comparaître devant une commission.

A quel titre pourrais-je m'entendre ? Et en quelle qualité serais-je entendu ?

Accusateur, je ne saurais me transformer en témoin. Encore moins puis-je avoir à fournir une explication quelconque sur les affaires publiées dans mon journal.

Il ne m'appartient pas et il n'appartient pas davantage à la commission de changer les juridictions et de substituer à la compétence de la cour d'assises celle d'une commission administrative. Je ne me pardonnerais pas, et mes confrères de la presse s'en rendraient compte, de me faire pardonner, si je faisais de la sorte, abandon de leur droit et de leur en renonçant au bénéfice de la loi de 1881.

La commission, d'ailleurs, paraît déjà l'avoir compris si j'en crois la forme même de sa convocation, anonyme, indéfinie et, par conséquent, la citation autant que de justification ; sans avoir ni motif ni impérative de l'une ni la signature qui caractérise l'autre.

Tout ce qu'il m'est permis de faire, c'est de déclarer expressément et formellement à la commission que la *Lanterne* maintient absolument toutes les accusations formulées par elle, et qu'elle est prête à en faire la preuve devant la juridiction compétente.

Mais cette compétence n'appartient pas à la commission et, devant elle, comme témoin, je me refuse ; comme prévenu, je me refuse.

Je prie, monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur de la *Lanterne*,

Eug. MAYER.

— Serait-ce trop demander aux journaux républicains que de les prier de se motiver d'abord, non pas entre eux, ce qui serait excessif, mais au moins chacun d'eux avec lui-même.

Par exemple, voici le *Rappel* qui publie la profession de foi des candidats de l'Union de la presse radicale-socialiste et, tout naturellement, recommande ces candidats aux suffrages des électeurs parisiens.

Or, les diis candidats se déclarent très nettement pour la politique d'évacuation pendant que le *Rappel* est d'un avis absolument opposé, ce qui revient à dire :

« Nous vous recommandons particulièrement des hommes qui veulent tout le contraire de nous ».

Comme logique politique, c'est assez réussi.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Turquie

Constantinople, 9 décembre.

Djeddah-pacha, dont le départ pour la Roumélie est décidé, sera accompagné par

MM. Lindenau, secrétaire de l'ambassade allemande, Piombazzi, consul d'Autriche et Sorokin, consul de Russie.

Constantinople, 9 décembre.

Moukhtar pacha a été reçu aujourd'hui par le sultan et partira demain pour Alexandrie.

Espagne

Madrid, 9 décembre.

Le général Pittié et le général Schouvaïff arriveront demain matin.

La *Gaceta* publie le décret d'amnistie pour tous les délits de presse.

Le conseil de demain s'occupera des nominations diplomatiques.

Italie

Rome, 9 décembre.

La *Stampa* dit que l'Allemagne, la Russie et l'Italie ont accepté les propositions de l'Autriche, de charger les attachés militaires à Vienne d'établir les conditions de l'armistice entre la Serbie et la Bulgarie.

On attend les adhésions de la France et de l'Angleterre.

Faits divers

La crue de la Seine. — La Seine continue à monter. Le courant est d'une rapidité extraordinaire, et les eaux qui couvrent entièrement toutes les berges ont pénétré par infiltration dans beaucoup de caves de la rive droite et de la rive gauche.

Le terre-plein du Pont-Neuf, transformé en jardin l'année dernière, est complètement submergé ; les passerelles et les allées de l'écluse de la Monnaie ont pu être enlevées à temps et mises à

